

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	76	4

N° de la séance : 18

Objet de la délibération : Service des
Assemblées - Syndicat Intercommunal de
l'Estéron Et du Var Inferieur (SIEVI) -
Approbation des statuts et désignation des
représentants

- Original
 - Expédition certifiée conforme à
l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.018

Date de la convocation :

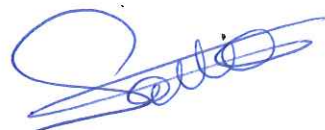
Le 09/07/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **23 JUL. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du **23 JUL. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 17 juillet 2020

L'an deux mil vingt et le 17 juillet à 15h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 et des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Georges VAZIA, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU, HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Tanguy CORNEC à Monique GAGEAN, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Hassan EL JAZOULI à Sophie NASICA

ABSENT :

Christophe ETORE

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », a modifié l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer les compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées » à compter du 1^{er} janvier 2020.

A cette date, la CASA s'est donc vue transférer ces compétences et, conformément aux dispositions de l'article L.5216-7 IV du C.G.C.T., elle s'est substituée de plein droit à ses communes membres au sein des syndicats exerçant une compétence en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées.

Le Syndicat Intercommunal de l'Estéron et du Var Inférieur (SIEVI) est compétent en matière de production, distribution et stockage d'eau potable, et assainissement non-collectif.

Ainsi, par délibération du Conseil Communautaire n° CC.2019.174 en date du 18 novembre 2019, la CASA s'est substituée aux communes de BEZAUDUN, BOUYON, CONSEGUDES, COURSEGOULES, LES FERRES, LA ROQUE EN PROVENCE, SAINT PAUL DE VENCE et TOURETTES SUR LOUP, qui disposaient au total de 16 délégués titulaires et de 16 délégués suppléants siégeant au sein du comité syndical, et est devenue membre du SIEVI au 1^{er} janvier 2020.

Par délibération de son Comité Syndical en date du 03 mars 2020, le SIEVI a modifié ses statuts. Il devient un Syndicat Mixte Fermé, dorénavant composé de la Communauté de Communes des Alpes d'Azur (CCAA) et de la CASA.

Ainsi, la CASA dispose maintenant de 9 délégués titulaires et 9 délégués suppléants au sein du Comité Syndical.

CONSIDERANT que le mandat des représentants au sein des organismes extérieurs tels que les syndicats mixtes prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, soit aujourd'hui ;

CONSIDERANT qu'en l'absence de réglementation, il convient d'appliquer le processus général de désignation des organes des collectivités territoriales, en l'espèce, l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de désigner les nouveaux représentants de la CASA au sein du Comité Syndical du SIEVI pour le nouveau mandat.

Les candidatures ci-dessous se sont présentées :

titulaires	suppléants
Gilles TAGGIASCO	Joëlle CECCARINI
Jean-Pierre MASCARELLI	Renée Paule GACHET
Gilbert HUGUES	Marc MAIANO
René TRASTOUR	Christine TRASTOUR
Michel CONTET	Alain BEGNA
Georges TOSSAN	Marie-Jeanne SALLES
Alexis ARGENTI	Thierry GUILLEMETTE
Jean-Pierre CAMILLA	Alain VADO
Frédéric POMA	André CAUVÉ FALCO

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les statuts du SIEVI, joints en annexe ;
- de désigner les 9 représentants titulaires et les 9 représentants suppléants de la CASA qui siégeront au sein du Comité Syndical du SIEVI selon la liste ci-dessus.

Conformément à l'article 10 de la Loi n° 2070-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020, « l'organe délibérant d'un EPCI peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des délégués au sein des syndicats mixtes mentionnés à l'article L. 5711.1 ».

Aussi, le Président propose un vote à main levée.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les statuts du SIEVI, joints en annexe ;
- de désigner les 9 représentants titulaires et les 9 représentants suppléants de la CASA qui siégeront au sein du Comité Syndical du SIEVI selon la liste ci-dessous :

9 titulaires	9 suppléants
Gilles TAGGIASCO Jean-Pierre MASCARELLI Gilbert HUGUES René TRASTOUR Michel CONTET Georges TOSSAN Alexis ARGENTI Jean-Pierre CAMILLA Frédéric POMA	Joëlle CECCARINI Renée Paule GACHET Marc MAIANO Christine TRASTOUR Alain BEGNA Marie-Jeanne SALLES Thierry GUILLEMETTE Alain VADO André CAUVÉ FALCO

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 17 juillet 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

République Française - Département des Alpes-Maritimes

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ESTERON ET DU VAR INFERIEURS
- SIEVI -

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU COMITE DU SYNDICAT

« TOUTES COMPETENCES »

SEANCE DU 3 MARS 2020

Le 3 Mars 2020, à 14h45, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Estéron et du Var Inférieurs, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du syndicat à Nice, sous la présidence du Président, Jean- Pierre MASCARELLI.

Membres du comité du SIEVI :	- En exercice :	34
	- Présents ou représentés :	18

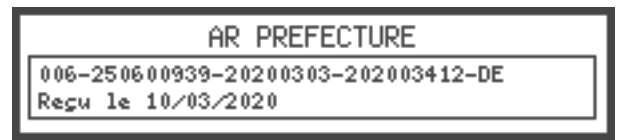
- La Communauté de communes des Alpes d'Azur (CCAA) pour les communes suivantes :

AIGLUN	Germaine VANHOVE
CUEBRIS	Didier THOMAS
PIERREFEU	Marc BELVISI
REVEST-LES-ROCHES	René GILDONI
ROQUESTERON.....	Patrick CALEGARI
SIGALE.....	Francis GORDA
TOUDON.....	Véronique CHARLET
TOURETTE-DU-CHATEAU.....	Paul BLANCHOIN

- La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis (CASA) pour les communes suivantes :

BOUYON.....	Jean-Pierre MASCARELLI et Renée-Paule GACHET
CAUSSOLS.....	Gilbert HUGUES
CONSEGUDES	René TRASTOUR
COURSEGOULES.....	Corinne DAO et Maurice MINGHELLI
LES FERRES.....	Claude BERENGER
SAINT-PAUL-DE-VENTE.....	Joseph LE CHAPELAIN et Jean-Pierre CAMILLA
TOURRETTES-SUR-LOUP.....	Jean-Louis MEUNIER

Objet : MODIFICATION DES STATUTS DU SIEVI :
N° Delib : 2020_03_412



EXPOSE DES MOTIFS :

Le SIEVI, a été constitué initialement en tant que syndicat intercommunal en application des articles L. 163-1 et suivants et L. 251-1 et suivants du code des communes, actuellement L. 5212-1 et suivants du CGCT.

Également, sur le fondement de l'article L. 5212-16 du CGCT et par arrêté préfectoral du 3 février 2015, le SIEVI s'est transformé en syndicat à la carte avec pour missions optionnelles pour leurs membres :

- Production d'eau potable et distribution des écarts ;
- Distribution et le stockage d'eau destinée à la consommation humaine ;
- Assainissement non collectif au sens du III de l'article L. 2224-8 du CGCT.

Lors de cette même transformation du syndicat, les missions optionnelles suivantes ont été supprimées :

- Maîtrise d'ouvrage déléguée « aménagements hydrauliques et paysagers des cours d'eau et vallons secs » ;
- Assistance sécurité pour l'entretien des vallons secs ;
- Maîtrise d'ouvrage des réseaux d'assainissement et station épuration ;
- Maîtrise d'ouvrage déléguée pour les travaux d'assainissement et station épuration.

En raison de la loi NOTRe, les compétences de l'eau et de l'assainissement ont été transférées aux communautés de communes et communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2020.

Ce transfert implique que ces EPCI-FP siègeront, au sein du comité syndical du SIEVI, en représentation-substitution des communes membres du syndicat.

Le SIEVI par ailleurs devient alors un syndicat mixte en vertu de l'article L. 5711-1 du CGCT. Ainsi, il est nécessaire de procéder à une réforme statutaire avec pour objet d'adapter la nature du syndicat aux évolutions normatives et à son nouveau contexte institutionnel.

OBJET DE LA DELIBERATION : Modification des statuts du SIEVI.

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment l'article 64 ;

Vu également les dispositions de la loi n°2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert de la compétence de l'eau et de l'assainissement ;

Vu le Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT) et notamment ses articles L. 5711-1 et suivants, L. 5211-18, L. 5212-7-1, L. 5212-16, L. 5214-16 et L. 5216-5 ainsi que l'article L. 2224-7-1 et L. 2224-8 dudit Code ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 septembre 1933 portant création du SIEVI ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 février 2015 modifiant l'arrêté du 27 septembre 1933 portant constitution du SIEVI ;

Vu les statuts du SIEVI et notamment son article 5.3 ;

Vu la délibération de la commune de Revest-les-Roches en date du 30 janvier 2019, les délibérations des communes de Roquesteron, Tourette-du-Château et Tournettes-sur-Loup en date du 1 février 2019, et la délibération de la commune de Bouyon en date du 9 février 2019 relatives au transfert de la compétence à la carte de l'eau au SIEVI ;

Vu la délibération du comité « eau potable » du SIEVI en date du 5 mars 2019 approuvant l'adhésion desdites communes au service public d'eau potable du SIEVI à la date du 31 décembre 2019 ;

Vu la délibération de la commune de Aiglun en date du 23 septembre 2017 relative au transfert de la compétence à la carte de l'Assainissement non collectif au SIEVI ;

Vu la délibération du comité « assainissement non collectif » du SIEVI en date du 14 décembre 2017 approuvant l'adhésion de la commune de Aiglun au service public d'assainissement non collectif du SIEVI ;

Vu la délibération de la commune de Caussols en date du 26 mars 2018 relative au transfert de la compétence à la carte de l'Assainissement non collectif au SIEVI ;

Vu la délibération du comité « assainissement non collectif » du SIEVI en date du 29 mars 2018 approuvant l'adhésion de la commune de Caussols au service public d'assainissement non collectif du SIEVI ;

Vu la délibération de la commune de Saint-Paul-de-Vence en date du 25 novembre 2019 relative au transfert de la compétence à la carte de l'Assainissement non collectif au SIEVI ;

Vu la délibération du comité « assainissement non collectif » du SIEVI en date du 17 décembre 2019 approuvant l'adhésion de la commune de Saint-Paul-de-Vence au service public d'assainissement non collectif du SIEVI à la date du 31 décembre 2019 ;

Vu le projet de statuts du SIEVI, joint à la présente délibération ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à une réforme statutaire avec pour objet d'adapter la nature du syndicat aux évolutions normatives et à son nouveau contexte institutionnel ;

Projet de statuts modifiés :

Article 1 - Constitution et dénomination

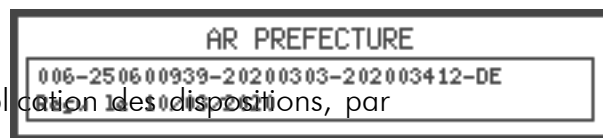
Conformément aux dispositions de l'article L. 5711-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et aux dispositions auxquelles ils renvoient, et sous réserve des dispositions des présents statuts, il est constitué, par accord entre les personnes morales de droit public concernées, un syndicat mixte fermé dénommé : « Syndicat de l'Estéron et du Var Inférieurs », prenant pour acronyme « SIEVI ».

Article 2 - Règles applicables

Le Syndicat Mixte est régi, par ordre de priorité :

- par les articles L.5711-1 et suivants du CGCT et par les articles de ce même code auxquels il est renvoyé par lesdits articles ;
- par les présents statuts ;
- par renvoi, opéré au titre des présents statuts, s'appliquent également les dispositions des articles L. 5211-1 et suivants, ainsi que celles des articles L. 5212-1 et suivants du CGCT, par décision des présents statuts, et ce sous réserve que celles-ci ne soient pas contraires aux dispositions des articles L. 5711-1 et suivants du CGCT ni à celles des présents statuts ;
- par son Règlement Intérieur.

En cas d'évolution des dispositions législatives et réglementaires, celles-ci s'imposent aux présents statuts.



Dans le silence des présents statuts, il est par défaut fait application des dispositions, par renvoi, au régime des syndicats intercommunaux.

Article 3 - Membres

Le syndicat regroupe les membres listés cités ci-après :

- La Communauté de communes des Alpes d'Azur (CCAA) pour les communes suivantes :
 - Aiglun
 - Cuébris
 - Pierrefeu
 - Revest-les-Roches
 - Roquestéron
 - Sigale
 - Toudon (Ecart)
 - Tourette-du-Château
- La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis (CASA) pour les communes suivantes :
 - Bézaudun-les-Alpes
 - Bouyon
 - Caussols
 - Conségudes
 - Coursegoules
 - Les Ferres
 - La Roque-en-Provence
 - Saint-Paul-de-Vence
 - Tourrettes-sur-Loup

Article 4 - Siège

Le siège du syndicat est fixé à l'adresse suivante : SIEVI - CADAM – 147 Boulevard du Mercantour – Bâtiment Mounier (2e étage) - 06200 NICE.

Les réunions du bureau et du comité pourront se tenir sur le territoire des membres ou au Centre Administratif Départemental.

Article 5 - Durée

Le syndicat est constitué sans limitation de durée.

Article 6 - Objet

Le SIEVI est un syndicat à la carte. Il comporte trois compétences à la carte.

Article 7 - Compétences

Le syndicat est habilité à exercer pour le compte de ses membres les activités à la carte (aussi qualifiées d'optionnelles) définies au présent article.

Tout membre adhère au SIEVI pour au moins l'une des compétences suivantes ci-après.

Le syndicat peut exercer en lieu et place des membres, ~~tout ou partie~~ de la compétence eau potable au sens des dispositions de l'article L. 2224-7-1 du CGCT conformément au découpage proposé ci-après (compétences 7.1 et 7.2). Il peut également exercer la compétence assainissement non collectif (compétence 7.3).

Chaque membre peut adhérer ainsi pour l'une ou l'autre des compétences suivantes ou les trois :

7.1 - En matière d'alimentation potable : production par captage ou pompage (compétence à la carte 1)

Le syndicat exerce, en lieu et place des membres qui ont adhéré et pour le périmètre d'adhésion, la compétence production en matière d'eau potable.

La production par captage ou pompage à partir des sources d'Aiglun, de Bézaudun-les-Alpes, Revest-les-Roches, Roquestéron, Tourette-du-Château et Tournettes-sur-Loup ainsi que de toute source ou captage nouveau. Le SIEVI assure la protection du point de prélèvement, le traitement (notamment à partir de l'usine de traitement située à Bouyon), le transport d'eau destinée à la consommation humaine.

Au titre de cette compétence, le SIEVI assure également la distribution des écarts de la commune de Toudon, déjà desservis par le SIEVI au moment de la modification statutaire engagée en 2014 (plan annexé aux présents statuts).

7.2 - En matière d'alimentation potable : distribution et stockage d'eau destinée à la consommation humaine (compétence à la carte 2)

Le syndicat exerce, en lieu et place des membres qui ont adhéré et pour le périmètre d'adhésion, la compétence distribution et stockage d'eau destinée à la consommation humaine.

7.3 - Assainissement non collectif (compétence à la carte 3)

Le syndicat exerce en lieu et place des membres adhérents, et sur leur territoire, la compétence assainissement non collectif, au sens des dispositions de l'article L. 2224-8 III du CGCT afin d'assurer les obligations réglementaires de contrôle et éventuellement les services complémentaires prévues par ce texte.

7.4 - Tableau des adhésions

Le présent tableau recense la liste des membres et les adhésions aux différentes cartes de compétences :

Communauté	Commune	Compétence AEP Production	Compétence AEP Distribution	Assainissement non collectif
CCCA	Aiglun	X	X	X
	Cuébris	X	X	X
	Pierrefeu	X	X	X
	Revest-les-Roches	X	X	X
	Roquestéron	X	X	X
	Sigale	X	X	X
	Toudon (Ecart)	X		X
	Tourette-du-Château	X	X	X
CASA	Bézaudun-les-Alpes	X	X	X
	Bouyon	X	X	X
	Caussols			X
	Conségudes	X	X	X
	Coursegoules	X	X	X
	Les Ferres	X	X	X
	La Roque-en-Provence	X	X	X
	Saint-Paul-de-Vence	X	X	X
	Tourrettes-sur-Loup	X	X	X

Article 8 - Modalités d'exercice des compétences

8.1 - Principes

Le syndicat exerce, en lieu et place de ses membres, les compétences qui lui ont été transférées.

Les conditions dans lesquelles chaque membre a transféré ses compétences telles que définies aux présents statuts sont fixées ci-après.

8.2 - Compétences à la carte

Conformément aux dispositions de l'article L. 5212-16 du CGCT applicable en l'espèce, chaque membre ne supporte – à supposer que des coûts soient à la charge des membres – que les dépenses correspondant aux compétences effectivement transférées au syndicat ainsi qu'une part des dépenses d'administration générale sur la base des décisions prises par l'organe délibérant du syndicat. Pour le fonctionnement du service public d'eau potable et de l'assainissement, service dit industriel et commercial, les coûts du service ne sont supportés que par les usagers des territoires ayant fait l'objet d'une adhésion.

Seuls prennent part aux décisions relatives à l'exercice d'une compétence à la carte les délégués dont le membre a effectivement transféré cette compétence. Tous les délégués de membres délibèrent en revanche dès lors que la question est inscrite à l'ordre du jour et concerne les affaires générales du syndicat.

Tel est le cas notamment en matière d'élection de ses instances internes.

8.3 - Transfert complémentaire de la compétence à la carte

Le transfert d'une carte de compétence s'opère dans son intégralité :

- En ce cas, ce transfert intervient à l'initiative du membre qui en fournit la demande ;
- Il doit être accepté par délibération de l'organe délibérant du membre et par délibération concordante du collège concerné (les membres déjà compétents pour ladite compétence) ;
- Ce transfert complémentaire est entériné par arrêté préfectoral ou, le cas échéant, inter-préfectoral.

Il prend effet à la date fixée par délibérations concordantes et à défaut au 1er janvier de l'année suivant la date de l'arrêté préfectoral.

8.4 - Incidences sur les biens

Le transfert de compétences entraîne de plein droit la mise à disposition des biens, équipements et services publics nécessaires dans les conditions prévues aux trois premiers alinéas de l'article L. 1321-1, aux deux premiers alinéas de l'article L. 1321-2 et aux articles L. 1321-3, L. 1321-4 et L. 1321-5.

Le syndicat est substitué à l'ensemble des droits et obligations des collectivités membres pour les compétences transférées.

Des cessions en pleine propriété peuvent, dans les conditions prévues par l'article L. 1321-4 du CGCT être décidées entre le syndicat et ses membres.

Article 9 - Conditions d'adhésion

Le SIEVI est un syndicat à la carte, de sorte que chaque membre peut adhérer pour tout ou partie seulement des compétences exercées par celui-ci conformément aux présents statuts.

La demande d'admission d'un nouveau membre du syndicat doit être adoptée dans les conditions fixées par le CGCT en matière de modification statutaire et notamment par l'article L. 5211-18 de ce code.

Article 10 - Autres modes de coopération et de prestations

10.1 - Conventions passées avec les membres

Conformément au CGCT, le syndicat peut conclure des conventions avec ses membres dans le respect des règles fixées par ledit code et des règles de la commande publique, notamment pour autoriser au syndicat l'exercice de la maîtrise d'œuvre des opérations nécessaires à l'exercice des compétences.

10.2 - Conventions avec les tiers

Dans la limite de l'objet du Syndicat défini aux présents statuts et du principe de spécialité, le Syndicat peut assurer des prestations de service et autres conventions pour les collectivités ou EPCI, membres ou non membres.

Les modalités de son intervention seront alors fixées par voie de conventions conclues dans le respect des dispositions en vigueur, notamment celles de la commande publique.

Le syndicat peut notamment signer des conventions de vente et d'achat d'eau.

Article 11 - Comité syndical**11.1 - Composition**

Le syndicat est administré par un Comité composé de délégués élus par l'organe délibérant de chaque membre.

La représentation des membres au sein du comité est fixée à 1 délégué titulaire par chaque commune représentée par l'EPCI membre, soit 17 délégués titulaires, distribués ainsi :

- 8 délégués titulaires pour la CCAA
- 9 délégués titulaires pour la CASA

Pour chaque délégué titulaire, la communauté désignera un délégué suppléant issu de chaque commune représentée, appelé à siéger au comité avec voix délibérative en cas d'empêchement du titulaire qu'il représente.

Dans la mesure où chaque communauté intervient en représentation-substitution avec des niveaux d'adhésions différents, elle détermine pour chaque délégué désigné au titre de quelle compétence celui-ci intervient selon la répartition suivante :

Membre	Nombre de délégués titulaires (1 par commune représentée)	Nombre de délégués sur les affaires générales	Intervenant sur la compétence « Production d'eau »	Intervenant sur la compétence « Distribution d'eau »	Intervenant sur la compétence ANC
CCAA	8 délégués (8 communes)	8 (tous)	8	7	8 (tous)
CASA	9 délégués (9 communes)	9 (tous)	8	8	9 (tous)

11.2 - Fonctionnement

Tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à tous les membres et notamment pour l'élection du président et des membres du bureau, les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat ; dans le cas contraire, ne prennent part au vote que les délégués représentant les membres concernés par l'affaire mise en délibération.

Pour les compétences à la carte, seuls prennent part au vote les délégués habilités sur ladite compétence.

Le président prend part à tous les votes sauf en cas d'application des articles L. 2121-14 et L. 2131-11 du CGCT.

Le comité du syndicat peut former pour l'exercice d'une ou plusieurs compétences des commissions chargées d'étudier et de préparer ses décisions.

Article 12 - Bureau**12.1 - Composition**

Le Bureau du syndicat est composé d'un Président, d'un ou plusieurs vice-présidents et au besoin d'autres membres.

La composition du Bureau est fixée par le comité syndical dans les conditions du CGCT.

12.2 - Attribution du bureau

Le bureau sous réserve des compétences attribuées aux autres organes par les présents statuts et par les dispositions des articles L. 5711-1 et suivants du CGCT, est chargé de mener les actions pour lesquelles le comité syndical lui a donné délégation dans le respect des domaines de compétences réservés au comité syndical et prévus aux dispositions de l'article L 5211-10 du CGCT.

Article 13 - Le Président

13.1 - Désignation

Le comité syndical élit en son sein un Président. Le Président du Comité syndical est l'organe exécutif du syndicat.

Son mandat est prorogé jusqu'au renouvellement de tous les organes du Syndicat.

13.2 - Attributions

Il est fait application, par renvoi des présents statuts, au droit des EPCI pour les délégations de fonctions que le Président peut confier, sous sa surveillance et sa responsabilité, aux vice-présidents.

Le Président assure les tâches suivantes :

- il convoque le Comité syndical et le Bureau dans les règles prévues par la loi et le règlement intérieur,
- il prépare et exécute les délibérations du syndicat,
- il prépare et exécute le budget,
- il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes,
- il a la police des assemblées qu'il préside,
- il assure la représentation juridique du Syndicat,
- il est le seul chargé de l'administration.

Il peut se voir déléguer des compétences par le comité syndical et par le Bureau sans autres limites que celles fixées par les principes généraux du droit et par les dispositions des articles L. 5711-1 et suivants du CGCT.

Article 14 - Règlement intérieur

Le Comité syndical établit son règlement intérieur. Ce document précise les modalités de fonctionnement du syndicat.

Article 15 - Modifications des conditions initiales de composition et de fonctionnement – dissolution

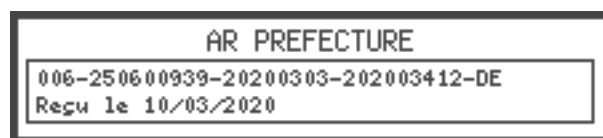
Les adhésions ou retraits s'opèrent dans le respect des conditions prévues par le CGCT.

Article 16 - Budget

16.1 - Principes

Le budget du Syndicat pourvoit aux dépenses incombant à celui-ci, à l'aide des ressources générales que les syndicats sont autorisés à créer ou à percevoir en vertu des lois et règlements en vigueur et en particulier de l'article L. 5212-19 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le budget du syndicat mixte comprend en recettes :



- les produits de l'activité du syndicat ;
- les subventions, concours et participations qui lui sont accordés ;
- le produit des emprunts ;
- les dons et legs ;
- les revenus des biens meubles et immeubles ;
- les autres recettes prévues par les lois en vigueur ;
- les contributions des membres éventuellement décidées par le comité syndical.

16.2 - Contribution des membres

Des budgets séparés sont établis selon les compétences.

L'ensemble des délégués des membres adhérents a une compétence vote pour le budget correspondant à la compétence. Les budgets seront préparés préalablement au vote avec la participation des membres concernés. Les dépenses de fonctionnement seront réparties entre les différentes compétences.

Pour la compétence « Alimentation en eau potable » il n'y a pas de contribution des membres, sous réserve de la mise en œuvre des dérogations légales en la matière.

Pour la compétence « Assainissement non collectif », les recettes du SIEVI seront constituées des redevances liées au service.

Article 17 - Comptabilité

La comptabilité du Syndicat est tenue selon les règles applicables à la comptabilité publique.

Les fonctions de trésorier du syndicat sont exercées par la Trésorerie de Saint-Laurent-du-Var domiciliée rue de Paris à CAGNES-SUR-MER (06806).

A l'unanimité, le comité « toutes compétences » décide

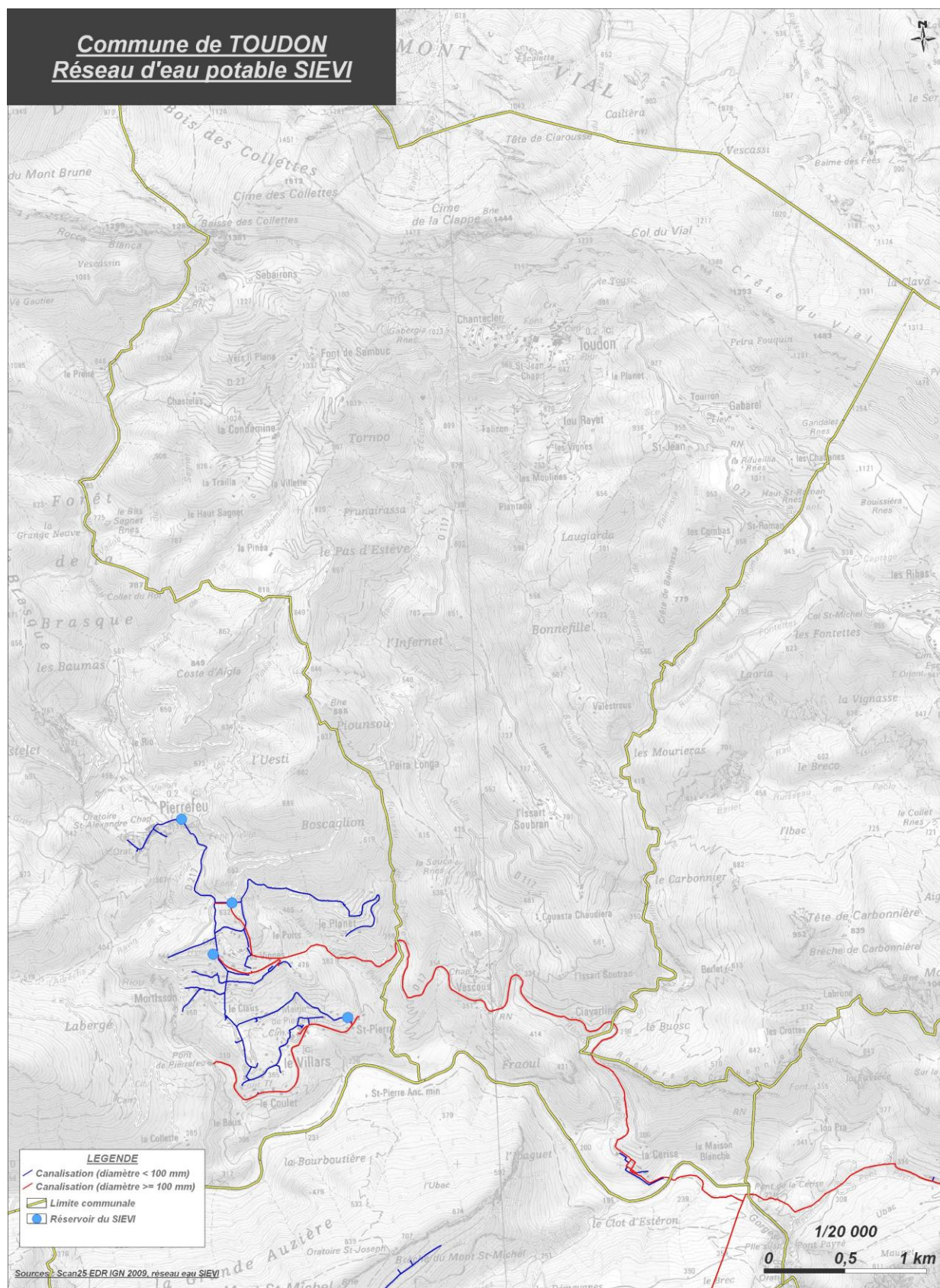
- De modifier les statuts du syndicat ci-dessus présentés afin de prendre acte du nouveau contexte institutionnel introduit par la loi NOTRe :
 - Les compétences de l'eau et de l'assainissement ont été transférées aux communautés de communes et communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2020 au titre obligatoire,
 - Prendre acte que ce sont les EPCI-FP qui siègent au sein du comité syndical du SIEVI, soit la Communauté de communes des Alpes d'Azur (CCAA) et la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis (CASA), en représentation-substitution des communes membres du syndicat,
 - Prendre acte que le SIEVI devient un syndicat mixte en vertu de l'article L. 5711-1 du CGCT dénommé : « **Syndicat de l'Estéron et du Var Inférieurs** », gardant pour acronyme « SIEVI ».
- De modifier les statuts également pour prendre acte des modifications du périmètre du SIEVI intervenues depuis 2015 :
 - Transfert de la compétence « assainissement non collectif » des communes de Aiglun, Caussols et Saint-Paul-de-Vence,
 - Transfert des régies communales de l'eau des communes de Bouyon, Revest-les-Roches, Roquestéron, Tourette-du-Château et Tourrettes-sur-Loup.
- Plus largement, d'adopter les statuts tels qu'annexés à la présente qui résultent de ces modifications et des adaptations rendues nécessaires.
- De notifier la présente délibération et les statuts ainsi modifiés à chacun des EPCI-FP composant le SIEVI, à charge pour ceux-ci d'en délibérer et de faire connaître leur position dans un délai de trois mois à compter de la notification. À défaut de délibération dans ce délai, leur décision est réputée favorable.
- D'acter que ces nouveaux statuts entreront en vigueur dès transmission au contrôle de légalité de toutes les délibérations prises les concernant par le SIEVI, la CCAA et la CASA.
- De charger Monsieur le Président du SIEVI d'exécuter la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme.

LE PRÉSIDENT



ANNEXE 2 : Plan de distribution des Ecartés de la commune de TOUDON

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 17/07/2020
Numéro : CC_2020_018
Nature : DE - Deliberations
Objet : Syndicat Intercommunal de l'Estéron Et du Var Inferieur (SIEVI) - Approbation des statuts et désignation des représentants
Matière : 5.3 - Designation de representants
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 9uILW0V

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 23/07/2020
Identifiant : 006-240600585-20200717-CC_2020_018-DE

Acte reçu

Date : 17/07/2020
Numéro interne : CC_2020_018
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 3
Objet : Syndicat Intercommunal de l'Estéron Et du Var Inferieur (SIEVI) - Approbation des statuts et désignation des représentants
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20200717-CC_2020_018-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20200717-CC_2020_018-DE-1-1_2.PDF

N